

Elle peut déjà revendiquer 25 ans de politique de la ville et une manière toute personnelle de concilier l'épaisseur de la complexité urbaine – que c'est difficile, une ville ! – et la densité de l'approche technocratique censée aider à résoudre les problèmes citoyens. Affectif et technique, il faut bien jouer sur les deux tableaux pour que la requalification des quartiers répondent aux besoins des citoyens. Rose Secq a cette dimension, précisément. Directrice générale d'un groupement d'intérêt public (GIP LMRU), elle dirige une équipe d'ingénierie dédiée à des projets ambitieux des collectivités et des bailleurs sociaux menés en étroite liaison avec l'Etat et LMCU dans le cadre de la Politique de la Ville.

Du droit, des règlements, des outils pour le meilleur usage. Elle s'engage en Préfecture dans les années 70 au service des installations classées. Puis elle découvre le développement social des quartiers, la restructuration urbaine et les politiques contractuelles en vue de lutter contre les exclusions urbaines et sociales. Elle vit de l'intérieur, aux premiers postes, le début de la politique de la ville – un concept nouveau dans les années 80. DSQ, contrats de ville, contrats d'agglos, restructuration de friches industrielles et urbaines, réhabilitation du patrimoine minier, FEDER, FSE... Des outils qui s'imbriquent les uns les autres pour de plus en plus de besoins donc de projets, avec le recul nécessaire pour mieux voir la ville, globalement si possible, dans toute sa complexité. C'est un message simple : l'habitat ne crée pas l'exclusion mais il l'entretient. Simplifier la ville, la rendre perméable, devient donc une urgence pour mieux vivre ensemble. Une question de priorité.

Yannick Boucher

Rose Secq, directrice générale de Lille métropole rénovation urbaine (LMRU).

Se simplifier la ville

Quelle est la ville à laquelle vous vous identifiez le plus personnellement ?

Je ne m'identifie à aucun lieu en particulier. Je suis née à Oran, en Algérie, ville que j'ai dû quitter à l'âge de 9 ans. Je ne l'ai pas vu évoluer et je n'ai jamais voulu y retourner pour ne pas voir ce qu'elle est devenue. Ma ville d'enfance est un souvenir, rien de plus et beaucoup mieux comme cela. Pour moi, c'est une fracture. Je suis arrivée directement à Lille, en hiver, il faisait froid et c'est ce qui m'a le plus frappée. On changeait de lumière, on passait de la pierre à la brique et les gens n'étaient plus tout le temps dehors. J'ai quitté Lille en 1975 pour m'installer à Gondcourt, en périphérie, près de Seclin. C'était le début des lotissements. Je n'ai jamais voulu revenir en ville, préférant le calme et l'espace du péri urbain, avec une autre forme de convivialité.

Vous avez beaucoup vécu et travaillé à Lille. Qu'est-ce qui a le plus changé depuis votre arrivée ?

La ville s'est surtout embellie. Pour le reste, la ville doit régler la question des quartiers, chacun devant offrir tous les services aux habitants. C'est la vision du grand projet de ville. Certains quartiers sont désaffectés et ne sont fréquentés uniquement que par ceux qui y vivent sans pouvoir vivre ailleurs. C'est la spirale de l'échec, de l'éviction. Mais comment rendre ces quartiers plus attractifs ? C'est l'idée de l'équipement structurant, à l'image de la halle de glisse au faubourg de Béthune, dont la vocation n'est pas une vocation de proximité, mais concerne toute la métropole (et au-delà). C'est important, la ville doit être perméable. Elle ne sera harmonieuse que si elle évite l'étanchéité. Les populations ne doivent pas se sentir rejetées la cohésion sociale en dépend c'est une simple question de bon sens. L'intelligence a besoin de générosité. Cela dit, elle ne suffit pas ; la réparation des fractures entamée dans les années 80 s'avère très très compliquée. Il faut de très gros moyens et énormément d'énergie et de courage pour s'engager de front en faveur de la réduction des écarts urbains et surtout sociaux, réintroduire l'espoir, le dynamisme et la citoyenneté là où dans la ville ils sont tellement malmenés. Imaginer transformer l'urbanité qui contribue à la ségrégation sociale. Réparer l'habitat, les voies et moyens de communication, le cadre de vie mais aussi les équipements publics et leur fonctionnement, lutter contre l'enfermement culturel et éducatif installé par des politiques de peuplement et finalement constitutif de vrais ghettos qu'ils soient de riches ou de pauvres.

L'évolution des villes vous paraît-elle naturelle et vous semble-t-elle aller dans le bon sens ?

La politique de la ville est une politique de solidarité qui déploie des moyens considérables : un milliard d'euros en 5 ans pour l'habitat et le cadre de vie de 10 quartiers sur la métropole par exemple. Et ce n'est pas l'essentiel du travail réalisé pour que la ville évolue. Car elle doit évoluer bien évidemment. Elle suit l'évolution de l'homme, désormais d'ailleurs elle doit suivre l'évolution de la planète. Mais il ne faut pas laisser les choses se faire pour éviter au maximum que la loi du plus fort ne l'emporte.

Il ne faut pas laisser se constituer les ghettos, y compris les ghettos de riches avec des zones d'espaces privatifs qui excluent forcément les autres au point de ne leur laisser aucune chance d'évoluer. Encore une fois la ville doit être perméable, il faut en garantir l'accès au plus grand nombre.

Dans un travail de requalification de la ville pour réparer ses dysfonctionnements le plus délicat c'est de repenser l'aménagement et l'habitat en fonction des enjeux à atteindre et ensuite de ne pas ériger un des principes d'intervention en objectif absolu. C'est difficile car l'action va se dérouler sur plusieurs années au cours desquelles surgiront des préoccupations particulières susceptibles de faire oublier les enjeux initiaux.

C'est difficile aussi car la rénovation urbaine met en jeu plusieurs acteurs dont les habitants eux-mêmes. On dit qu'il faut une vision partagée et le partage est source d'ambiguïté, de compromis, de déception....Et pourtant il faut absolument y parvenir.

On vit désormais ni mieux ni moins bien, mais différemment. Les attentes sont nouvelles, les priorités collectives et individuelles conduisent à la remise en cause de certains usages ou au contraire institutionnalise ce qui était rejeté.

Les questions d'environnement, de mobilité, de qualité urbaine, de sécurité résonnent différemment avec des préoccupations plus orientées sur le bien être et le mieux vivre ensemble comme pour nous rappeler que l'égoïsme envers les faibles ou la nature est une vraie menace à terme.

Aujourd'hui pour faire la ville il existe une réelle prise en compte de nombreux facteurs qui vont conditionner la réussite du changement. Par ailleurs la prise en compte du territoire pertinent de l'action est de plus en plus interrogée.

En matière de développement urbain la question préalable des enjeux de société est de plus en plus souvent posée. Respecter l'environnement, favoriser l'épanouissement collectif et individuel, garantir un cadre de vie de qualité et promouvoir le vivre ensemble sont des notions qui s'imposent désormais et qui imposent des réflexions sur le développement social et l'aménagement du territoire simultanées, complémentaires à une échelle qui n'est pas uniquement celle de la commune. La ville n'est pas que la commune.

Les villes de demain seront-elles mieux conçues qu'aujourd'hui ?

Elles devraient, devront, en tout cas mieux tenir compte des attentes des habitants, et ce dans toutes les composantes de leurs besoins. Le logement social nous le voyons bien est central dans cette affaire. De sa qualité dépend le quotidien des ménages qui l'occupent et des nouvelles générations qui y sont élevées.

En France cependant, ce parc de logements est malade : il est cruellement insuffisant au regard des besoins et le patrimoine HLM existant est en partie obsolète, voire indigne, et concentré dans des morceaux de ville dont il accentue la médiocrité urbaine.

Ainsi l'amélioration de ce logement est cruciale mais ne sera réussie que dans le respect d'autres impératifs liés à la sauvegarde de la planète, aux capacités de chacun de réunir les conditions minimales d'une bonne insertion sociale et professionnelle. C'est pourquoi la ville doit évoluer pour cesser de s'étendre, pour favoriser les communications, pour offrir à chacun la possibilité de bouger, pour que l'espace ne soit pas abusivement confisqué.

C'est pourquoi il faut travailler dans la transversalité et la globalité, ne pas renoncer à la richesse du partenariat en dépit de sa lourdeur. Transversalité, globalité, partenariat ne sont pas pour moi des mots valise, j'y mets du sens et toute mon énergie.

Que pensez-vous de l'idée d'un nouveau centre d'interprétation de la ville à l'échelle régionale ?

Je vais vous faire une confidence... Je me suis surprise, récemment, à m'apercevoir d'un travers, comme une déformation professionnelle. Dans ma Région quand je découvre une ville, je n'y vois que les mauvais côtés, les choses qui ne vont pas, qui seraient à améliorer. Au lieu d'en remarquer les beautés et les fonctionnalités.

Le regard sur la ville doit être permanent et je pense que ce centre serait très utile – et fertile. J'imagine que ce centre serait un réseau d'intervenants sur Internet, depuis les quatre coins de la région. Si ce réseau devait se constituer, je le verrais itinérant, mobile, nomade. Il répondrait à de vrais besoins. Cependant ce qui est essentiel c'est que ses instigateurs puissent expliquer les enjeux poursuivis et comment ils imaginent de les atteindre. Ça vous paraîtra évident, ce n'est pourtant pas très courant.

Les villes et les agglomérations doivent impérativement s'ouvrir entre elles pour qu'un débat ait vraiment lieu sur les enjeux urbains dans la région, dont dépend bien évidemment la survie du milieu rural. Le dialogue existe mais il reste insuffisant. Il faut pouvoir partager les bonnes pratiques en fonction des contextes particuliers. Les institutions n'y parviendront pas toutes seules. La société civile le peut, par contre, avec ses différents acteurs, ses regards et sa parole plus libres. A méditer !

Propos recueillis par Yannick Boucher, journaliste